

LE GOUVERNEMENT RENCONTRE AUJOURD’HUI DES PARTENAIRES SOCIAUX

# Booster l’entreprise nationale, la finalité, selon Djoudi

**La consolidation du rôle de l’entreprise nationale dans la création d’emplois et le développement économique constituera le thème principal des débats qui réunissent aujourd’hui le gouvernement et des partenaires sociaux.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C’est ce que le ministre des Finances a indiqué hier, à l’issue de l’adoption au siège du Conseil de la nation du texte de loi de finances pour 2013.

Ainsi, cette rencontre économique que le Premier ministre Abdelmalek Sellal a souhaité tenir avec plusieurs ministres, les représentants du patronat, la Centrale syndicale et d’autres partenaires, relève Karim Djoudi, se veut l’occasion de booster l’entrepreneuriat, donner un rôle plus actif à l’entreprise. Il s’agira de voir «ce qui a été fait et ce qui

reste à faire», traiter «les questions en suspens» et réfléchir sur la manière de surmonter les contraintes potentielles, laisse-t-il entendre, sans être davantage explicite à propos de cette réunion de concertation.

Une position que Karim Djoudi a également adoptée à propos de la réunion hier du Conseil de gouvernement, consacrée notamment à la révision du Code des marchés publics. Certes, le ministre des Finances s’est montré assez rétif à se prononcer sur la teneur des résultats attendus, dans la mesure où un

Conseil des ministres devra se prononcer la-dessus. Néanmoins, Karim Djoudi a évoqué la «volonté du gouvernement» de faciliter aux entreprises publiques les procédures de passation des marchés et l’accès à la commande. Il s’agit, en ce sens, d’apporter «quelques correctifs» et d’œuvrer à lever «les limitations, les lenteurs bureaucratiques», relève-t-il.

Adoptée hier en séance plénière, à l’unanimité et après deux jours de débats, par la Chambre haute du Parlement, dix jours après l’avoir été par les membres de la Chambre basse, la loi de finances pour 2013 n’est pas censée aggraver davantage la pression fiscale mais vise à encourager davantage l’investissement productif, faciliter les procédures fiscales et douanières et

lutter contre la fraude fiscale. Basée sur un prix de référence du baril de pétrole de 37 dollars et un prix de marché de 90 dollars, la loi de finances 2013 prévoit une croissance écono-

mique de 5% (5,3% hors hydrocarbures) et une inflation à 4%. Comme cette loi prévoit une hausse de 10% des recettes à 3 820 milliards de dinars et une baisse de

11% des dépenses à 6 879,8 milliards de dinars, soit un déficit budgétaire de 3 095,8 milliards de dinars (18,9% du PIB).

C. B.

## NON-AGRÉMENT DE BANQUES À CAPITAUX PRIVÉS NATIONAUX Les explications de Djoudi

L’agrément de banques à capitaux privés nationaux nécessite l’existence d’une expertise bancaire, la maîtrise du métier de banque. C’est ce que le ministre des Finances a indiqué, hier, estimant qu’une distinction doit être établie entre l’octroi de crédits en tant que finalité du banquier et les financements apportés aux actionnaires. Et dans la mesure où nombre d’entreprises privées sont de nature familiale, note Karim Djoudi. Le ministre des Finances adresse, ce faisant, une fin de non-recevoir à la demande formulée par certaines organisations patronales de permettre l’investissement privé dans le secteur bancaire. Et cela même s’il a éludé l’impact des affaires Khalifa Bank et la BCIA notamment. Par ailleurs, Karim Djoudi a affirmé ignorer si des services du ministère des Finances ont adressé des convocations à des propriétaires algériens de biens immobiliers à l’étranger. «Je ne suis pas au courant», dira-t-il, estimant que rien n’interdit cette opération même s’il reconnaît tacitement que le mode de financement pose problème.

C. B.

OFFRANT DES RÉDUCTIONS CHEZ PLUSIEURS PARTENAIRES

## Nedjma lance son programme de fidélité «Noudjourn»

**Nouveau produit chez l’opérateur de téléphonie Nedjma. Les clients les plus fidèles pourront, grâce au programme Noudjourn, bénéficier de réductions consentis par un réseau de partenaires acti-**

**vant dans des secteurs aussi diversifiés que la restauration, l’hôtellerie, les services ou l’automobile.**  
**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Plus question de récompenser la fidélité en offrant simplement du crédit. Nedjma innove et offre à ses clients les plus fidèles une carte qui leur ouvrira droit à des réductions. Ils pourront la faire valoir dans des hôtels, des restaurants, chez des concessionnaires automobiles ou auprès d’assureurs. La liste des partenaires de Nedjma est longue. Elle est le fruit d’une coopération qui vise à offrir des avantages qui

dépassent le strict cadre de la téléphonie mobile. Ne cachant pas sa satisfaction lors du lancement du nouveau produit, le directeur général de Nedjma, Joseph Ged, parle d’un «concept inédit» et d’une «première» en Algérie et évoque la possibilité de l’élargissement de la liste de partenaires sur laquelle figurent déjà Air Algérie, l’hôtel El-Aurassi et un grand nombre d’entreprises privées intervenant dans le domaine des services.

Grâce à leurs cartes de fidélité, les clients de Nedjma pourront également avoir droit à un traitement de faveur. Ils auront la priorité absolue en boutique et lorsqu’ils appelleront le call-center, ils seront reçus dans des espaces VIP et bénéficieront d’une réduction de 50% sur les téléphones vendus par l’opérateur. Il s’agit, selon Joseph Ged, de remercier les plus fidèles parmi les 9 millions d’abonnés

qui ont choisi Nedjma. Au cours de la soirée de lancement de Noudjourn, et en réponse à une question relative au rachat de Wataniya Telecom par l’opérateur qatari Qtel, le P-dg de Nedjma a répondu que l’Etat algérien avait donné son feu vert et que la disposition prévoyant le droit de préemption n’avait pas lieu d’être appliquée puisque, dit-il, il n’y a pas eu «changement» mais «consolidation» de la position de Qtel.

La structure, dit-il, du conseil d’administration de Wataniya Telecom Algérie n’a pas changé. Au sujet des investissements consentis par l’opérateur, Joseph Ged affirmera être à la tête d’une des entreprises qui investit le plus avec 171 millions de dollars les neuf premiers mois de 2012, soit une augmentation de 17% par rapport à l’année précédente.

N. I.

AFFAIRE SONATRACH

## La chambre d’accusation a ajourné son verdict d’une semaine

**Attendu pour aujourd’hui, le verdict de l’affaire Sonatrach pendante devant la chambre d’accusation près la Cour d’Alger ne sera connu que mercredi prochain. Les magistrats en charge de statuer sur cette affaire ont ajourné d’une semaine leur délibération.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon des sources proches des avocats de la défense, cet ajournement du verdict serait lié à la «complexité» du dossier. «Ça sera une semaine décisive», a-t-on commenté du côté des robes noires. Pour rappel, les avocats constitués dans cette affaire, au nombre d’une vingtaine, ont plaidé le 7 novembre dernier devant les magistrats de la chambre d’accusation.

Lors de cette même audience qui avait duré près de cinq heures, les juges ont également entendu les plaidoiries de la défense de la par-

tie civile, Sonatrach, et le représentant de l’accusation.

Selon des sources judiciaires, durant des heures, les robes noires ont tenté de battre en brèche les arguments avancés par l’accusation, en plaidant l’innocence de leurs mandants. A signaler que le juge d’instruction avait demandé à Sonatrach d’établir une analyse comparative entre les différents contrats signés avant et après le scandale avec les mêmes sociétés mises en cause ainsi que d’autres. La défense exige pour sa part une nouvelle expertise «plus professionnelle

et loin de toutes ambiguïtés». L’accusation, pour sa part, représentée en la circonstance par le parquet général près la cour d’Alger a défendu les conclusions du juge d’instruction, tout en mettant l’accent sur «le grave préjudice» que le scandale a provoqué. Il n’en demeure pas moins que l’enjeu primordial dans cette affaire reste la qualification que la chambre d’accusation donnera aux faits de cette affaire. Sur ce plan, toutes les parties s’accordent à dire que l’affaire sera, sans aucun doute, correctionnalisée à la grande satisfaction de la défense. Pour rappel, les avocats de la défense constitués au profit de l’ex-P-dg de Sonatrach, Mohamed Meziane, ont exigé l’audition de l’ancien ministre de

l’Energie et des Mines, Chakib Khelil, qu’ils considèrent comme pouvant être un témoin à décharge. Il convient également de noter que Mohamed Meziane a été placé sous contrôle judiciaire et que ses deux fils, eux, ont été placés sous détention provisoire. Un autre ancien cadre de Sonatrach, à savoir Benamar Zenasni, qui était chargé de l’Activité de transport par canalisation a été écroué par le magistrat instructeur. Il est à rappeler que l’affaire Sonatrach a éclaté en janvier 2010, suite à une enquête concernant des contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk/Plattec Contel, portant sur des équipements de contrôle et de sécurité.

A. B.

## ENTREPRISES INNOVANTES

## Vers un dispositif d’accompagnement type Ansej

Le directeur général de l’Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (Anvredet), a soulevé le problème d’accompagnement financier des entreprises innovantes. Pour venir en aide à ces micro-entreprises, il suggère la mise en place d’un dispositif style Ansej.

L’accompagnement financier des entreprises innovantes pose problème en Algérie. Afin de permettre à ces entreprises de développer leurs projets de technologie, la mise en place d’un mécanisme d’aide financier s’impose. «Nous sommes en train d’étudier la possibilité de mettre en place un mécanisme semblable à celui de l’Ansej pour accompagner financièrement les entreprises innovantes», a déclaré le professeur Mohamed Taïbi, DG de l’Anvredet, hier, à Alger.

Intervenant au Forum d’*El Moudjahid* sur le thème de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie, il soulignera également le manque de coordination entre l’Université et l’Entreprise ainsi que l’absence d’une «culture innovation».

Pourtant, poursuit-il, «l’Algérie occupe la deuxième ou troisième place en Afrique dans les mathématiques, la physique et chimie, après l’Afrique du Sud».

Pour le P<sup>r</sup> Taïbi, en dépit des atouts dont dispose l’Algérie, l’innovation et le transfert de technologie demeurent encore en «chantier», en l’absence, selon lui, d’une «culture innovation».

A contrario, Ali Jazairi, chargé de l’innovation à l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), estime que les conditions ne sont pas toutes réunies. «De par le nombre important de ses universités et PME, l’Algérie recèle un très grand potentiel de l’innovation mais certaines conditions font défaut», dira-t-il.

Il citera le manque de ressources humaines dotées d’une formation adaptée à l’innovation, l’absence de collaboration entre l’Université et l’Industrie ainsi qu’une commercialisation efficiente de cette technologie. «L’innovation n’est pas uniquement, inventer des idées mais c’est aussi transférer ces idées dans le marché», dira-t-il.

Le représentant de l’Ompi évoquera également l’existence d’infrastructures de l’innovation au sein des universités. Il précisera, toutefois, qu’un projet de création de bureaux de transfert de technologie au sein des universités a été mis en place en partenariat avec l’Ompi. Il affirmera, par ailleurs, que l’Algérie fait preuve d’une volonté politique pour le développement de l’innovation et dispose de lois qui régulent la propriété intellectuelle et d’une stratégie nationale pour cette filière.

Rym Nasri